

INTERNATIONAL • BAHREÏN

Arnaud Lacheret : « Dans le Golfe, l'émancipation des femmes est un processus contagieux »

Selon cet enseignant français, l'évolution à petits pas qui est en cours résulte de la nécessité économique pour les Saoudiennes et les Bahreïnies de contribuer au maintien du niveau de vie du foyer.

Propos recueillis par Christophe Ayad

Publié aujourd'hui à 14h15, mis à jour à 16h57 • Lecture 8 min.

Article réservé aux abonnés

Arnaud Lacheret dirige un MBA de l'Essec à l'Arabian Gulf University, à Manama, la capitale du royaume de Bahreïn. Dans ce cadre, ce non-spécialiste du monde arabe a rencontré des femmes originaires du Golfe, venues se former pour devenir cadres et manageuses dans le secteur privé. Ses longs entretiens avec elles ont donné naissance à un ouvrage publié en novembre : *La femme est l'avenir du Golfe. Ce que la modernité arabe dit de nous* (Le Bord de l'eau, 160 pages, 18 euros).

En tant que professeur occidental, a-t-il été facile de mener des entretiens avec des femmes du Golfe ?

Au début, j'avais mis un peu de distance avec mes étudiantes, mais, au fur et à mesure, elles sont venues vers moi. Au bout de quelques semaines, j'ai proposé à une élève saoudienne qui travaille chez Aramco [compagnie nationale saoudienne d'hydrocarbures] d'avoir une conversation plus structurée et enregistrée. Elle a accepté. J'ai poursuivi avec des membres du personnel féminin de l'université où j'enseigne. En six mois, j'avais constitué un panel d'une vingtaine de femmes, dont j'ai modifié les noms pour des raisons de sécurité. Celles qui ont participé n'avaient pas demandé l'autorisation à leur famille ou à leur conjoint. Le groupe est composé d'étudiantes âgées de 30 à 50 ans, déjà dans la vie active. Il compte 25 % de Koweïtiennes, 25 % de Bahreïnies et 40 % de Saoudiennes, les 10 % d'Emiraties font partie du personnel d'encadrement. Il n'y a pas de Qataries, d'abord parce que celles-ci ne peuvent pas étudier à Bahreïn à cause des tensions politiques et qu'elles préfèrent se former aux Etats-Unis ou en Europe, ensuite parce que leur niveau de vie, plus élevé, ne les oblige pas à travailler.

De quel milieu sont issues les femmes que vous avez interviewées ?

La plupart viennent de la classe moyenne supérieure. A Bahreïn, en Arabie saoudite ou à Oman, les nationaux sont majoritaires – c'est moins le cas au Koweït. Dans ces pays, les réformes menées ces cinq dernières années ont ouvert le marché du travail aux femmes, qui faisaient déjà des études mais n'avaient pas le droit de travailler en dehors des secteurs de la santé et de l'enseignement. Elles vont donc à l'université pour entrer dans l'entreprise et y grimper les échelons. Elles se retrouvent à diriger des hommes qu'elles n'avaient pas le droit de croiser dans la rue, il y a à peine trois ans.



Une étudiante de la Bahrain Bayan School, une école mixte et bilingue arabe-anglais, recevant son diplôme, le 10 juin 2020. à Manama. MAZEN MAHDI / AFP

Quelles sont vos principales découvertes ?

La première, c'est que l'islam est loin d'être un pilier immuable et central de la société. J'observe plutôt un « islam du choix », qu'on façonne soi-même et qu'on symbolise de plus en plus. Ainsi, la polygamie est sacrée, elle fait partie du corpus de la religion, donc on ne la remet pas en cause, mais on peut choisir de ne pas l'appliquer. Autre exemple, l'université m'a demandé de ne pas interrompre les cours aux heures de la prière, tout en conservant la sonnerie qui les annonce. Aussi, concernant le mariage : des jeunes se fréquentaient sans être mariés, ce qui était impensable il y a peu. Lorsque leurs parents l'ont découvert, ils ont choisi de suivre la démarche traditionnelle de demande en mariage, au lieu de les cloîtrer chez eux, et tout est rentré dans l'ordre.

L'autre découverte, c'est que ces femmes, qui ont besoin de travailler pour vivre, initient leur famille, leur mère, leurs sœurs à la modernité. Cette émancipation est un processus contagieux et à bas bruit. J'avais déjà assisté à ce phénomène en France, lorsque j'enseignais en école de commerce : je voyais arriver les sœurs et les copines de mes élèves maghrébines de la deuxième génération *[pour étudier à leur tour dans l'établissement]*. C'est un phénomène positif, qui tranche avec les discours que l'on entend en ce moment sur l'islam et l'immigration en France.

Lire aussi | [« Les femmes ont construit une présence dans les aspirations révolutionnaires du monde arabe »](#)

Le travail des femmes est-il le fruit d'une volonté politique ou d'une nécessité économique ?

En Arabie saoudite et à Bahreïn, l'ouverture du marché du travail aux femmes est une vraie nécessité, pour maintenir un niveau de vie et financer le foyer. L'émancipation n'est pas la finalité première, mais c'est une conséquence de cette nécessité.

Comment cela influe-t-il sur la structure familiale et la démographie ?

Parmi mes étudiantes, très peu sont mariées avec des enfants. Certaines ont 35 ans ou plus et sont toujours célibataires. Ces femmes, qui veulent faire carrière, ne se marient pas ou plus tardivement. Le résultat, c'est que le Golfe est en pleine transition démographique. J'ai même une élève dont le conjoint a déménagé, au moment du mariage, pour se rapprocher du lieu de travail de sa femme, cadre supérieure.

Cette émancipation des femmes suscite-t-elle des réactions dans la société ? Est-ce que le courant conservateur ne se radicalise pas au fur et à mesure de ces avancées ?

Pour l'instant, les hommes ne se sentent pas forcément menacés. S'il y a un ressentiment, il est larvé. Il arrive que mes étudiants fassent des remarques qui relèvent davantage d'un machisme culturel que d'une véritable opposition. Je pense que cette absence d'opposition est due au statut élevé des femmes – contrairement aux idées reçues – dans le Golfe, du moins des femmes nationales. S'en prendre à elles est tabou, et leur réussite est aussi un motif de fierté.

Lire aussi | [« En Arabie saoudite, l'opinion des hommes sur le travail des femmes n'est pas celle qu'ils croient »](#)

Le statut juridique des femmes demeure problématique dans le Golfe. A bien des égards, elles restent considérées comme des mineures.

Sur certains points, c'est évident. Mais il y a de plus en plus de brèches : pour la première fois, en 2019, mes étudiantes saoudiennes n'ont pas eu besoin de faire contresigner leur formulaire de voyage d'études à Singapour par un homme. Pour la première fois, j'ai pu emmener à Paris des étudiantes, dont trois n'avaient encore jamais voyagé sans accompagnateur. C'est aussi le cas pour le divorce : la femme peut le demander. Il n'y a plus besoin de l'autorisation du mari pour travailler, pour ouvrir un compte en banque. Et évidemment, les femmes peuvent conduire.

La famille royale saoudienne – déjà sous le roi Abdallah [au pouvoir de 2005 à 2015], puis maintenant avec le roi Salman et son fils, le prince héritier Mohammed Ben Salman – a adopté une stratégie des petits pas. On ne détruit pas tout l'édifice d'un coup, mais on le démonte pièce par pièce. Pour l'instant, ça marche et je ne constate pas de vraie résistance.



Femmes sur une plage de Dubaï, admirant des kitesurfers, le 11 janvier 2019. GIUSEPPE CACACE / AFP

Cette politique relève-t-elle d'une opération de relations publiques ou d'un véritable désir de réforme ?

Les gouvernements ont tendance à mettre en avant l'égalité hommes-femmes pour éviter de s'attarder sur d'autres sujets comme les libertés individuelles ou les droits sociaux. La cause des femmes est très à la mode en Occident. Ce n'est pas un hasard si l'Arabie saoudite a nommé une femme ambassadrice aux Etats-Unis en 2019. Il y avait la volonté d'envoyer un message au reste du monde. Mais ces réformes correspondent aussi aux attentes de la société saoudienne, qui semble les digérer sans trop de problèmes.

Le sort des militantes pour les droits des femmes emprisonnées en Arabie saoudite, comme la militante Loujain Al-Hathloul, est-il un sujet de préoccupation dans l'opinion ?

C'est le grand tour de passe-passe de cette « révolution de velours » : on occulte complètement les militantes des droits des femmes. La quasi-totalité des Saoudiennes et des Saoudiens que je connais n'ont jamais entendu parler de ces opposantes. L'émancipation en cours est un phénomène très individuel et libéral : on se libère par le travail, sans déborder sur les demandes de droits politiques. Pour le moment, il y a un tel champ à conquérir que le besoin de revendications collectives ne se fait pas encore sentir. C'est toute l'habileté du pouvoir saoudien. Dans d'autres pays, comme le Koweït, la parole est plus libérée, la critique de l'émir est autorisée. A Bahreïn, le rôle des syndicats est plus développé.

Lire aussi | [Loujain Al-Hathloul, 31 ans, féministe enfermée depuis deux ans et demi en Arabie saoudite](#)

Une grande révolution de la mixité est-elle en cours dans le Golfe ?

Du jour au lendemain, les restaurants sont devenus mixtes en Arabie saoudite. Mais c'est compliqué, car la non-mixité n'a pas que des fondements religieux. Par exemple, les cours sont mixtes dans l'université où j'enseigne, mais l'amphithéâtre est divisé en deux, les femmes d'un côté et les hommes de l'autre, sans qu'il y ait de règle écrite sur ce sujet.

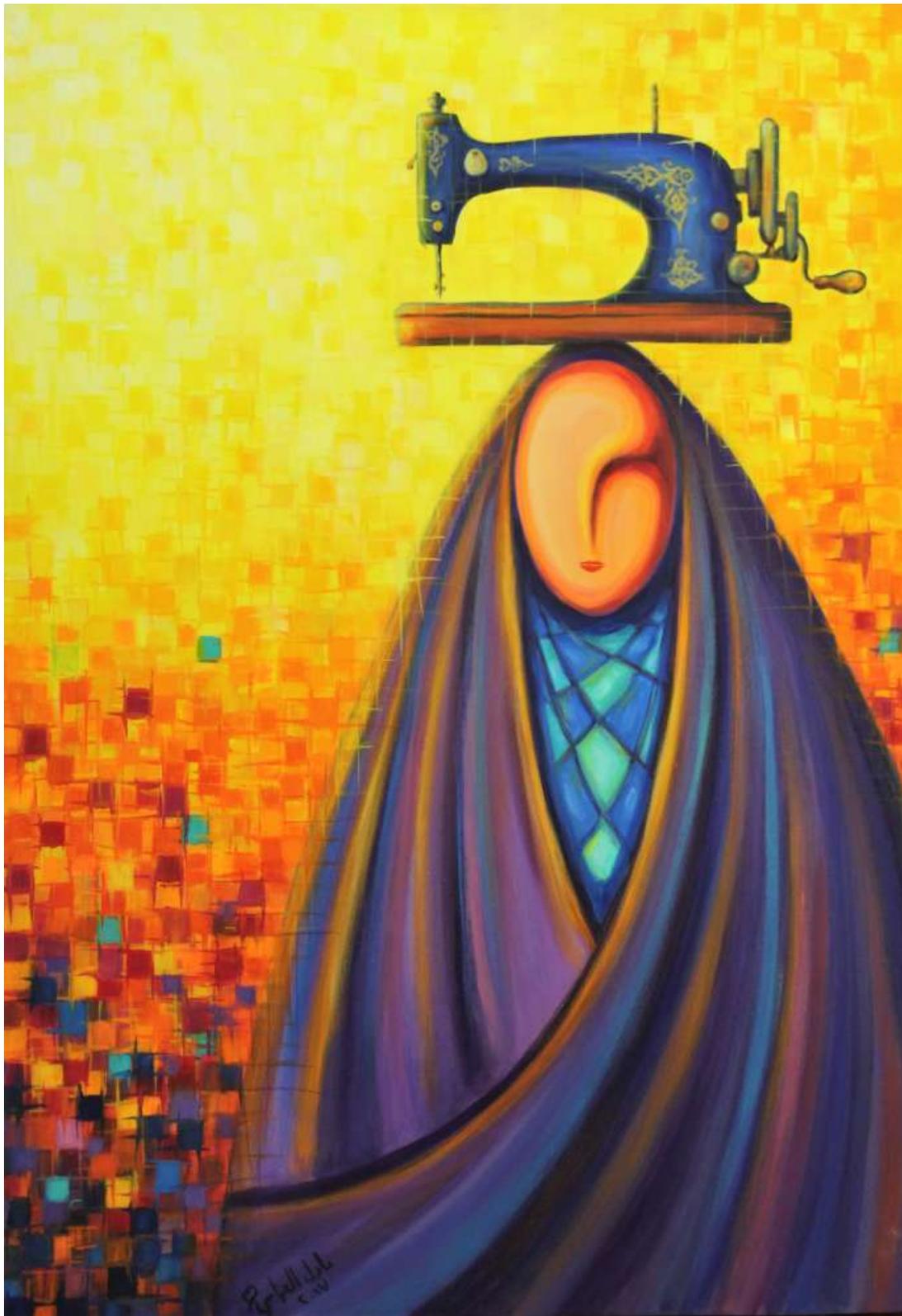
Quel est le rôle d'Internet et des réseaux sociaux ?

Tout le monde sait utiliser Internet mais aussi un VPN, qui permet de contourner le blocage de certains sites ou applications. Cela a beaucoup contribué à la découverte entre hommes et femmes en dehors du cadre familial, qui est très récente en Arabie saoudite. Il y a dix ans, une femme pouvait encore vivre sans croiser ni rencontrer d'homme en dehors de son père, ses frères ou son mari. Ce n'est plus le cas.

Comment concilier les changements que vous décrivez et l'impression d'une réislamisation profonde et de long terme à l'œuvre dans le monde arabe ?

Par moments, on voit des petites campagnes médiatiques insistant sur les valeurs traditionnelles, mais c'est davantage lié aux événements politiques, tels que les « printemps arabes » en 2011. La tendance lourde est à une forme de sécularisation. On voit de moins en moins de cheikhs importants édicter des fatwas. Depuis deux ans, en Arabie saoudite, la police religieuse a disparu des rues, on entend même de la musique dans les lieux publics comme les grands centres commerciaux. Et le nombre de femmes qui décident de ne plus porter le voile augmente à vue d'œil, dans des grandes villes comme Riyad, Djedda et Dammam, qui représentent plus de la moitié de la population, sans que cela pose problème.

Les femmes que j'ai interrogées ne critiquent pas la religion, elles incriminent plutôt le tribalisme, la culture bédouine ou les traditions. Sans rejeter la religion, elles veulent la vivre de manière personnelle et l'interprètent chacune à leur manière.



« Arab Working Woman in Abaya » (2018), tableau de l'artiste bahreïni Adel Al-Abbasi.
Adel Al-Abbasi

Christophe Ayad

Services

CODES PROMOS

avec Global Savings Group

- Red SFR : 15€ de remise sur votre panier
- AliExpress : 5€ offerts dès 10€ d'achats
- Europcar : -15% sur votre location de voiture
- Made.com : 50€ offerts dès 500€ d'achats
- Yves Rocher : -50% sur une sélection d'articles
- Nike : jusqu'à -50% sur les articles en promotion
- Boohoo : -50% sur plusieurs catégories

Tous les codes promos